

COMMENT RÉPONDRE À UNE QUESTION D'EXAMEN EN DROIT?

Vous préparez votre session d'examens en droit et vous vous demandez comment structurer efficacement vos réponses aux questions à développement? Ce guide est conçu pour vous accompagner dans cette étape de votre parcours en droit.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction 3

Gestion du temps 3

Préparation avant l'analyse 3

Astuce pratique 3

MÉTHODE QQRAC : aide mémoire 4

MÉTHODE QQRAC : guide 5

1. Questions préliminaires 5

2. Questions en litige 7

3. Règle(s) de droit 8

4. Application du droit aux faits 9

5. Conclusion 10

Conseils de rédaction supplémentaires 10

INTRODUCTION

Dans ce document nous vous présentons la **méthode QQRAC**, une approche qui vous aidera à :

- Analyser un problème juridique dans son contexte;
- Organiser vos idées de manière structurée et cohérente;
- Appliquer les règles de droit pertinentes aux faits; et
- Formuler une conclusion claire et motivée selon le rôle qui vous est attribué.

Que vous soyez en première année ou que vous cherchiez à perfectionner vos techniques d'analyse, la méthode QQRAC vous permettra de produire des réponses rigoureuses, adaptées aux attentes universitaires, et respectueuses des principes de clarté rédactionnelle.



Gestion du temps

- Avant de commencer à répondre, prenez quelques instants pour survoler l'examen et repérer les parties qui pourraient vous demander plus de temps.
- Pour optimiser votre gestion du temps, attribuez à chaque partie ou question une durée approximative en fonction de sa difficulté et de la pondération des points. Si une question vous semble plus simple, prévoyez-y moins de temps, afin de consacrer davantage d'efforts aux questions plus complexes.
- Il est recommandé d'avoir accès à une montre pour suivre le temps alloué (les montres intelligentes sont généralement interdites).



Préparation avant l'analyse

Avant d'appliquer la méthode QQRAC, il est essentiel de :

- Lire une première fois la situation de fait pour cerner le type de problème juridique;
- Refaire une deuxième lecture pour repérer et surligner les éléments clés (faits déterminants, chronologie, parties en cause, objectifs des parties, etc.);
- Identifier les questions juridiques précises soulevées par les faits (ex : est-ce qu'il y a une faute contractuelle?);
- Pour chaque problème, mobiliser les concepts juridiques pertinents (ex : négligence contributive, responsabilité extracontractuelle, vice de consentement).



Astuce pratique

Si un concept risque de revenir plusieurs fois, insérez une définition concise (rédigée par vous) que vous pourrez réutiliser.

MÉTHODE QQRAC : aide mémoire

1 Questions préliminaires

- **Quel est votre rôle dans la situation?** → Ce rôle oriente votre ton, vos objectifs, la structure de votre raisonnement, ainsi que la formulation de votre conclusion.
- **Dans quelle juridiction se produit le scénario en question?** → Identifier la juridiction permet de déterminer le régime juridique applicable, d'identifier la loi applicable et de savoir si les décisions jurisprudentielles sont contraignantes ou persuasives.
- **Quelle est la date du litige?** → Cette information peut affecter la prescription, l'applicabilité d'une loi et le contexte socioéconomique.
- **Qui sont les parties et quelle est leur relation juridique?** → Cette clarification vous permet de déterminer la relation juridique en cause (p. ex. lien contractuel), d'identifier la qualité juridique des parties (entreprises, ministères, etc.) et d'évaluer les rapports de pouvoir.
- **Quels sont les objectifs pratiques du/de la client·e ou des parties ?** → Ces considérations vous aident à orienter votre stratégie d'argumentation selon les priorités des parties, évaluer la proportionnalité des recours et à suggérer des modes alternatifs de résolution de conflit.

2 Question(s) en litige

Identifiez toutes les questions auxquelles vous devrez répondre selon la situation de faits.

3 Règle(s) de droit

Exposez les règles juridiques qui encadrent la résolution des questions en litige identifiées.

4 Application du droit aux faits

Mettez en relation les règles de droit établies avec les faits spécifiques de la situation. Il s'agit du cœur de votre raisonnement juridique.

5 Conclusion

- Résumez brièvement la position que vous défendez;
- Clôturez votre raisonnement de façon claire et structurée;
- Aidez la personne qui corrige à bien cerner votre argumentation.

1 Questions préliminaires

Après avoir lu la situation de fait qui vous est fournie, il est nécessaire de répondre à quelques questions préliminaires afin de pouvoir placer votre analyse dans son contexte. Les questions préliminaires servent à ancrer votre raisonnement juridique dans le bon contexte. Elles doivent être abordées en priorité, car elles influencent toutes les étapes suivantes de votre réponse.

► *Quel est votre rôle dans la situation?*

Avant de rédiger, il est essentiel d'identifier le rôle que vous incarnez dans la situation juridique : êtes-vous appelé·e à trancher comme juge? À plaider comme avocat·e d'une partie? À conseiller une personne ou une organisation?

Ce rôle oriente votre ton, vos objectifs, la structure de votre raisonnement, ainsi que la formulation de votre conclusion. Par exemple :

- En tant que juge, vous devez analyser de façon impartiale et motiver une décision équilibrée.
- En tant qu'avocat·e, vous devez défendre la position de votre client·e avec rigueur et stratégie.
- En tant que conseiller·ère juridique, vous devez évaluer les options, les risques et recommander une ligne de conduite claire.

Prendre le temps de clarifier votre rôle dès le départ vous permet d'adopter une approche cohérente et pertinente tout au long de votre réponse.

► *Dans quelle juridiction se produit le scénario en question?*

Tout dépendant du domaine de droit dans lequel vous effectuez votre examen, la juridiction dans laquelle se produit le scénario peut dicter quelle législation s'applique et donc l'issue de la question. En ce sens, il est important de déterminer dès le début dans quelle province cette situation de fait se produit et si la situation est sujette à la législation et la jurisprudence fédérales, provinciales ou territoriales, selon le cas.

Identifier la juridiction permet de :

- Déterminer le régime juridique applicable (common law, *Code civil*, lois fédérales, etc.);
- Identifier la loi applicable; et
- Savoir si les décisions jurisprudentielles sont contraignantes ou simplement persuasives.

► *Quelle est la date du litige?*

La dimension temporelle d'un litige est souvent déterminante sur le plan juridique. Il est donc important d'identifier dès le départ à quel moment les faits se sont produits, car cette information peut affecter :

- **La prescription** : un recours peut être irrecevable si le délai prévu par la loi est écoulé.
- **L'applicabilité d'une loi** : certaines règles ne s'appliquent qu'à partir d'une date donnée (entrée en vigueur d'une loi, modification législative).
- **Le contexte socioéconomique** : une situation exceptionnelle (pandémie, crise économique, pénurie, etc.) peut avoir des effets sur la validité ou l'exécution d'un contrat, par exemple.

► *Qui sont les parties et quelle est leur relation juridique?*

Avant d'entrer dans l'analyse juridique, il est essentiel de comprendre qui sont les personnes ou les entités impliquées dans la situation de fait, ainsi que la nature de leur relation.

Cette clarification vous permet de :

- Déterminer le type de relation juridique en cause (lien contractuel, professionnel, familial, institutionnel, etc.);
- Évaluer les rapports de pouvoir (sur le plan économique, social ou juridique); et
- Identifier la qualité juridique des parties (entreprises, ministères, etc.), ce qui peut déclencher des règles particulières.

► *Quels sont les objectifs pratiques du/de la client-e ou des parties?*

Une bonne analyse juridique ne s'arrête pas à l'application abstraite du droit – elle doit tenir compte des objectifs concrets des personnes concernées par le litige.

Que cherche réellement votre client-e ou la partie que vous représentez?

- Obtenir une compensation financière (dommages-intérêts pour perte subie ou frais engagés);
- Faire exécuter un contrat ou une promesse;
- Annuler, rompre ou renégocier un accord en limitant les conséquences juridiques;
- Protéger sa réputation ou ses relations commerciales;
- Réduire l'exposition à un risque juridique futur ou actuel;
- Trouver une solution rapide et pratique, sans passer par une procédure judiciaire longue et coûteuse.

Ces considérations vous aident à :

- Orienter votre stratégie d'argumentation selon les priorités du/de la client·e;
- Évaluer la proportionnalité des recours;
- Suggérer des modes alternatifs de résolution de conflit (négociation, médiation, règlement à l'amiable).

Bien cerner les objectifs pratiques permet d'ancrer l'analyse juridique dans une réalité stratégique et humaine, essentielle à une réponse complète et pertinente.

2 Question(s) en litige

Avant de commencer votre analyse, il est critique de cerner toutes les questions auxquelles vous allez devoir répondre selon la situation de fait.

En énonçant les questions en litige, ceci permet aussi de démontrer à la personne qui vous corrige que vous avez constaté cet enjeu, même si vous manquez de temps pour terminer l'analyse.

Il est à noter qu'en identifiant toutes les questions en litige dès le début, vous pouvez aussi présenter les règles de droit à la prochaine section une seule fois, plutôt que de devoir se répéter, ce qui vous permet d'éviter de perdre du temps.

Comment repérer les bonnes questions?

Faites une deuxième lecture attentive de la situation de fait et posez-vous les questions suivantes :

- Y a-t-il une incertitude quant à l'existence ou à la validité d'un contrat?
- Y a-t-il un manquement à une obligation ou une faute potentielle?
- Est-ce qu'un événement déclenche l'application d'une règle spécifique?
- Y a-t-il une divergence d'interprétation entre les parties?

Formulation recommandée

Les questions doivent être :

- Juridiques (et non factuelles);
- Claires et précises;
- Fermées dans leur formulation (par ex. : oui/non, valide/invalid)

Astuce stratégique

Si plusieurs questions sont soulevées :

- Numérotez-les;
- Répondez à chaque question avec un QRAC distinct.

Cela vous permet de présenter les règles de droit une seule fois pour plusieurs questions similaires et d'éviter la répétition inutile.

3 Règle(s) de droit

Une fois les questions en litige bien identifiées, vous devez exposer les règles juridiques qui encadrent leur résolution. Cette étape constitue la base de votre raisonnement juridique.

L'objectif est de présenter de manière structurée et pertinente :

- Les règles de droit applicables à la situation;
- Les tests, les critères ou les principes dégagés de la jurisprudence ou des lois; et,
- Les éléments nécessaires pour passer à l'application concrète.

Comment présenter la règle efficacement?

- Évitez de reproduire un état de droit complet ou trop volumineux. Concentrez-vous uniquement sur les aspects nécessaires à la résolution du problème.
- Vous pouvez réutiliser des fiches de règles préparées à l'avance, mais personnalisez-les selon le cas présenté dans la situation de fait.
- Reformuler dans vos mots autant que possible pour démontrer votre compréhension.

Décomposez les tests ou cadres juridiques. Lorsque vous appliquez un test ou une grille d'analyse, présentez chaque élément du test séparément. Définissez chaque élément, et citez les sources qui l'appuient.

Une fois les questions en litige bien identifiées, vous devez exposer les règles juridiques qui encadrent leur résolution.

Une fois les règles de droit bien établies, l'étape suivante consiste à les mettre en relation avec les faits spécifiques de la situation. Cette application constitue le cœur de votre raisonnement juridique et démontre votre capacité à utiliser le droit comme outil d'analyse.

Intégrée ou distincte?

Certaines personnes choisissent d'appliquer les règles de droit directement au moment où elles les énoncent, d'autres préfèrent structurer l'analyse en deux étapes : d'abord la règle, puis son application. Les deux approches sont valables.

Quelle que soit votre méthode, l'essentiel est de maintenir :

- Un fil logique clair;
- Une progression fluide et structurée;
- Une correspondance constante entre chaque élément du droit et un ou plusieurs faits précis.

Comment bien appliquer le droit aux faits?

1. Procédez par étapes

- Reprenez chaque critère ou composante du test ou de la règle;
- Associez les faits pertinents un à un;
- Évaluez si chaque critère est rempli ou non.

2. Soyez logique et nuancé·e

- Évitez les généralisations : mobilisez les faits concrets;
- Si un fait est ambigu, traitez-le comme tel plutôt que de le forcer à entrer dans le cadre;
- Soyez capables de peser les deux côtés de l'argumentation, même si vous défendez une position.

3. Distinguez les décisions jurisprudentielles

- Si une décision semble similaire, mais ne s'applique pas, expliquez pourquoi (faits, contexte, enjeux différents). Cela démontre votre esprit critique et votre maîtrise des décisions jurisprudentielles.

4. Anticipez les arguments adverses

- Posez-vous la question : « Que soutiendrait l'autre partie ? »;
- Réfutez ou encadrez ces arguments avec des éléments juridiques et factuels solides.

Conseil final

L'application du droit ne consiste pas à répéter la règle, mais à interpréter les faits à la lumière de celle-ci. C'est là que vous démontrez votre capacité à raisonner.

La conclusion ne doit pas être vue comme un simple ajout formel, mais comme une étape stratégique. Elle permet de :

- Résumer brièvement la position que vous défendez;
- Clore le raisonnement de façon claire et structurée;
- Aider la personne qui corrige à bien cerner l'argumentation, surtout si elle a été dense ou interrompue par le manque de temps.

Que doit contenir une bonne conclusion?

- Une réponse directe et motivée à la ou aux questions en litige;
- Une prise de position nette, sans ambiguïté;
- Une recommandation concrète, si vous agissez à titre de conseiller·ère ou avocat·e;
- Une décision fondée, si vous agissez à titre de juge.

Adaptez votre conclusion à votre rôle

- **Comme avocat·e** : recommandez ou non la poursuite d'un recours, estimez les chances de succès ou conseillez la prudence.
- **Comme conseiller·ère juridique** : évaluez les options disponibles et recommandez la stratégie la plus adaptée aux objectifs pratiques du/de la client·e.
- **Comme juge** : tranchez le litige et justifiez votre décision, en lien avec votre analyse.

À éviter

- Les formulations vagues (« Cela dépend... », « Peut-être... ») qui nuisent à la clarté de votre position;
- L'omission de conclusion : ne jamais terminer votre réponse sans synthèse, même brève;
- La répétition intégrale de l'analyse précédente – résumez plutôt ce qui est décisif.



Conseils de rédaction supplémentaires

- Utilisez des sous-titres clairs pour organiser votre réponse, surtout s'il y a plusieurs questions en litige.
- Si le temps manque, vous pouvez traiter les questions en bloc, mais assurez-vous de :
 - Maintenir la cohérence de l'argumentation;
 - Distinguer les questions par paragraphes ou transitions claires.